



Annexe

Compte financier

2021

*Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel
et Professionnel*

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE**La crise sanitaire : impact et conséquences pour Avignon Université**

L'exercice 2020 avait été marqué pour Avignon Université par l'impact de la crise sanitaire sur l'évolution des charges et produits. L'année 2021 malgré les conditions sanitaires marque une nette reprise de l'activité de l'établissement, se rapprochant pour certains postes de la consommation de l'année 2019. Cependant ce phénomène de reprise ne peut être généralisé à l'ensemble des dépenses (exemple les frais de déplacements et les bourses mobilité qui ont eux stagné ou baissé).

Inauguration du LAPEC (laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire)

Fin septembre, a été officiellement inauguré le bâtiment entièrement rénové qui accueille le LAPEC. Ce bâtiment qui n'est pas un établissement recevant du public est entièrement tourné vers la recherche et abrite des bureaux, des laboratoires et une animalerie. Les travaux n'étant pas complètement terminés, il a été décidé en accord avec les commissaires aux comptes de ne pas les intégrer dans l'inventaire comptable de l'établissement

La Villa Créative et la Société Universitaire de Recherche « SAS Immo Villa SUR »

Avignon université, qui a franchi la première phase de sélection de l'appel à manifestation d'intérêt sur les sociétés universitaires et de recherche (SUR), ouvrira en 2023 une "Villa Créative".

Afin de valoriser le patrimoine matériel de celle-ci (mise à disposition des locaux de Pasteur, dont la réhabilitation a été engagée en janvier 2022 dans le cadre du contrat de plan Etat Région sous maîtrise d'ouvrage Rectorat), il sera créé une SUR dénommé SAS Immo Villa SUR dont le tour de table des actionnaires incluant Avignon Université, l'Etat et Etic a été bouclé en décembre 2021 et dont le pacte des actionnaires correspondant sera signé en mars 2022.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l’éducation) “*conjointement par l’ordonnateur et l’agent comptable*” à la date du 15 mars 2022.

2.1 Principes et méthodes d’évaluation

La méthode de base retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d’assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d’entités différentes ainsi qu’avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L’annexe présente les changements de méthodes comptables, d’estimation et les corrections d’erreurs ayant eu lieu au cours de l’exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

a) Changement de méthodes comptables

Néant

b) Changement d’estimations comptables

Néant.

c) Corrections d’erreurs

Par délibération du Conseil d’Administration du 14 décembre 2021, il a été approuvé la correction d’erreur suivante :

Sur l’exercice 2018, des bourses engagées au titre de la fondation universitaire mais payées sur les crédits des laboratoires d’Avignon Université n’ont pas fait l’objet d’une refacturation à la fondation.

Cette omission a conduit à surestimer le résultat comptable de la fondation universitaire et sous estimer celui de l’université à hauteur de 32 452 €.

Pour rétablir l’exactitude des comptes d’Avignon Université il a été comptabilisé une écriture rectificative par l’utilisation du compte 110 « report à nouveau » conformément à l’Instruction BOFIP-GCP du 14-0004 du 25/02/2014.

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisés) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	625 909	-	57 676	-	-	683 585
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	522 339	-	54 276	-	-	576 615
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	103 570	-	3 400	-	-	106 970
Immobilisations corporelles	72 964 862	-	2 695 233	-	- 315 666	75 344 429
Terrains	8 115 483	-	-	-	-	8 115 483
Constructions	48 670 421	-	1 009 479	-	-	49 679 900
Installations techniques, matériels, et outillage	7 614 507	-	469 620	-	- 222 808	7 861 319
Collections	1 403	-	-	-	-	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	8 563 048	-	1 216 135	-	- 92 858	9 686 324
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	378 512	-	1 110 361	-	-	1 488 873
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	414 100	-	-	-	-	414 100

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.
- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
 - o Du Campus Jean-Henri Fabre (UFR STS bât. A (agrosociétés), UFR STS bât. B, IUT, CERI, LMA), inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.
 - o Du Terrain sur lequel le Campus Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 k€.
 - o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.
- Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

*Bâtiments affectés par l'Etat **

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ **Acquisitions significatives de l'exercice 2021:**

- Agencements et aménagements de locaux (Maison de la Recherche, Maison de l'International, travaux dans le cadre du Plan de Relance) 1 000 k€
- Matériels scientifiques et équipements LAPEC : 476 k€ (Système d'imagerie cellulaire, Bioréacteur de paillasse....)
- Mobilier (LAPEC, MDR) 270 k€
- Equipements informatiques 460 k€
- Véhicules 65 k€ dont Renault Trafic et Clio

✓ **Immobilisations en cours**

- Travaux d'aménagement du LAPEC 1 110 k€

✓ **Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)**

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'euro symbolique

c) Immobilisations financières

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ *Spécificités liées aux filiales et participations***Filiales et participations**

Informations Financières	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
Filiales et participations			
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises SAS PACAVALO - SIREN 4876294920	14,81%	13 330	Provisionné à 100% Résultat 2019 (perte) -4 703€
2. Participations dans des entités françaises SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085	2,20%	396 000	Provisionné à 88% Capitaux propres au 31/12/2020 : - 589 190 k€ Résultat 2020 (perte) : - 121 799 €
3. Participations dans des entités françaises SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015	8,06%	3 750	Capitaux propres au 30/06/2019 : + 45 k€ Résultat 30/06/2019 (perte) : - 548 k€
4. Participations dans des entités françaises UV-BOOSTING - SIREN 824904569	5,00%	980	Capitaux propres au 31/12/2020 : + 241 k€ Résultat 2020 (perte) : -752 k€

d) Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.

Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Taux d'amortissement ainsi que durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet d'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doit évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	489 627	61 551	-	551 177
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	397 310	57 317	-	454 627
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	92 316	4 234	-	96 550
Immobilisations corporelles	28 061 635	3 204 306	- 315 666	30 950 275
Terrains	1 926	807	-	4 601
Constructions	16 529 981	2 147 455	-	18 677 436
Installations techniques, matériels, et outillage	5 576 442	417 074	- 222 808	5 770 708
Collections	-	-	-	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 953 286	637 102	- 92 858	6 497 530
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-

Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

3.2 Stocks et en-cours

Néant

3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : inscriptions en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité.
- En 2021, les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **6 782,64 €**.

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure **au §3.5**.

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	40	40	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
Créances de l'actif circulant	3 182 963	3 182 963	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 969 365	1 969 365	-
Créances clients et comptes rattachés	1 123 715	1 123 715	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	23 665	23 665	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	66 218	66 218	-
TOTAUX	3 183 003	3 183 003	-

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Néant.

3.5 Dépréciations (de l'actif)**Tableau des dépréciations**

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	387 330	-	-	387 330
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	125 231	136 714	- 123 902	148 043
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
Total des dépréciations	522 561	136 714	- 123 902	535 373

L'augmentation des dépréciations malgré un taux de recouvrement important sur compte clients au titre de 2021 s'explique en partie par une créance sur contrat de recherche en cours d'annulation dont le montant s'élève à 90 k€.

3.6 Fonds propres

(En euros)	Sociétés	31/12/2020	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Régularisations	31/12/2021
Financements de l'actif par l'état	AU	28 891 377		560 884	-- 1294 819	-188 404 -	27 969 038
Financements de l'actif par des tiers	AU	9 861 773		1 495 219	- - 501 086	-14 221-	10 841 185
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
Dotations consommables	Fondation	-			-	-	-
Total fonds propres des Fondations		250 000	-	-	-	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	9 350 366		1 620 693	-	32 463	11 003 522
Report à nouveau	Fondation	125 826		-	-63 834	-32452	29 540
Total Report à nouveau		9 476 192	-	1 620 693	-63834	11	11 033 062
Résultat de l'exercice 2020	AU	1 620 693	-1 620 693				
Résultat de l'exercice 2020	Fondation	-63 834	63 834				
Résultat de l'exercice 2021	AU			1 702 845	-		1 702 845
Résultat de l'exercice 2021	Fondation			-	-4 429		- 4 429
Total Résultat de l'exercice		1 556 859	-1 556 859	1 702 845	-4 429	-	1 698 416
TOTAL DES FONDS PROPRES		56 890 294	-1 556 859	5 379 859	-1 864 167	11	58 646 294

Le résultat excédentaire de l'exercice clos le 31 décembre 2020, soit **+ 1 556 859 €** (dont le résultat excédentaire de **1 620 693 €** relatif au budget établissement et le résultat déficitaire **- 63 834 €** de la fondation universitaire) a été affecté en report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 16 mars 2021.

3.6.1 Financements reçus

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

- Les versements au titre du Plan de Relance de l'Etat pour des dépenses de rénovation énergétique et réhabilitation des Campus. 500 k€
- Le versement de la subvention régionale dans le cadre des travaux de réhabilitation du bâtiment de l'INRAE abritant le LAPEC : Titre de 1 767 k€ somme versée en novembre à hauteur de 1 411 k€

TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements de l'actif par l'état	28 891 377	560 884	-	-1 294 819	-	- 188 404	27 969 038
Financements non rattachés à un actif							
- Financements rattachés à un actif :	25 565 356	245 099	-	- 1 225 800	-	-	24 584 655
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	25 565 356	245 099	-	- 1 225 800	-	-	
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	3 326 021	315 785	-	-69 019	-	- 188 404	3 384 384
o État	3 308 222	315 785	-	-61 384	-	- 188 404	3 374 220
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	5 580	-	-	- 2 158	-	-	3 422
o Autres	12 219	-	-	- 5 477	-	-	6 742
Financements de l'actif par des tiers autres que l'état	9 861 273	1 495 220	-	- 501 086	-	- 14 221	10 841 185
Financements non rattachés à un actif							
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-	-	-	-	-	-	-
- Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
Financements rattachés à un actif	9 861 273	1 495 220	-	- 501 086	-	- 14 221	9 315 600
- Régions	5 290 129	1 469 256	-	- 284 425	-	- 14 221	4 991 483
- Départements	3 281 778	33 000	-	- 168 252	-	-	3 113 526
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	411 096	6 226	-	- 16 667	-	-	394 429
- Union Européenne	695 891	17 104	-	- 31 664	-	-	664 227
- Autres organismes	43 414	- 7 746	-	- 78	-	-	35 590
- Autres	138 965	- 22 620	-	-	-	-	116 345
TOTAUX	38 752 650	2 056 103	-	- 1 795 905	-	- -202 625	38 810 223

3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Concernant les provisions, il a été effectué une reprise sur provisions sur un dossier contentieux pour lequel il y a eu désistement du demandeur devant le juge (-7 k€).

Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	188 107		-	- 7 906	180 201
Provisions pour litiges	188 107			- 7 906	180 201
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions	188 107		-	- 7 906	180 201

3.8 *Dettes*

Tableau des dettes

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
Dettes non financières	9 862 923	9 862 923	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 591 724	1 591 724	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 609 827	2 609 827	-	-
Avances et acomptes reçus	4 605 969	4 605 969	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	319 880	319 880	-	-
Autres dettes non financières	139 275	139 275	-	-
Produits constatés d'avance	596 247	596 247	-	-
TOTAUX	9 862 923	9 862 923	-	-

Le poste avances et acomptes reçus concerne principalement les avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement.

Les dettes augmentent de 1 991 k€. Le plus gros poste d'évolution concerne les dettes fournisseurs. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs. Des changements de personnel au Pôle Facturier qui ont perturbé la continuité du service, une activité soutenue des gestionnaires sur la fin de l'année 2021 (300 k€ de services faits avant la fermeture d'hiver) et la comptabilisation de charges à payer à comptabiliser (425 k€).

On notera aussi concernant les opérations pour compte de tiers, l'impact lié à la crise sanitaire qui a freiné fortement à nouveau les mobilités internationales.

3.9 *Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.*

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.

Les charges à payer

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2021	Montant 31/12/2020
Fournisseurs et comptes rattachés :	1 550 913	709 951
Fournisseurs - factures non parvenues	1 550 913	709 951
Personnel et organismes sociaux :	2 609 827	2 526 530
Congés payés	299 135	355 103
Charges sociales sur CP	195 579	239 241
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 619 919	1 379 957
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	495 194	552 229
TOTAL	4 160 740	3 236 481

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :

- ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

Les charges constatées d'avance sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages. En 2021, ces CCA représentent **66 k€** et sont stables en comparaison de l'exercice 2020.

Les produits à recevoir

Un produit à recevoir est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice, rattachable à l'exercice concerné, mais dont la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise.

Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)	31/12/2021	31/12/2020
Formation continue - SFTLV	163 511	87 685
Formation continue - CERI	4 209	11 479
Formation continue - IUT	155 987	103 311
Divers (ex : dons fondation, ...)	-	-
TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)	323 707	202 475
Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)	347 950	622 048
Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)	782 478	679 213
TOTAL - Produits à recevoir	1 454 134	1 503 735

Les produits constatés d'avance sont des produits qui sont reportés sur l'exercice suivant. Ils sont essentiellement constitués de droits d'inscription, de recettes de formation continue .

PCA - Détail (compte 487*)	Montant (en euros) 31/12/2021	Montant (en euros) 31/12/2020
Formation continue	215 902	178 058
Droits d'inscriptions	0	0
Prestations rech.	318 335	162 023
PCA MDI + SUAPS	62 010	47 323
TOTAL	596 247	387 403

Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance sont impactés par la réforme du financement de la formation professionnelle et notamment la mise en place du Compte Personnel de Formation et l'instauration d'un nouveau circuit de règlement faisant intervenir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La CDC verse un acompte de 25% dès validation des dossiers, puis le solde selon le service fait déclaré et le nombre de jours passés en formation.

Le quasi doublement des produits constatés d'avance en matière de prestations de recherche reflète le décalage entre la réception des fonds perçus au titre des contrats et les dépenses afférentes à ces mêmes contrats. Ces contrats sont suivis à l'avancement. La technique des PCA permet de ramener le montant du produit aux dépenses exécutées sur l'exercice.

4 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.
Deux catégories de subvention coexistent :
 - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
 - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)

En k€	2021	2020
Droits d'inscription	1 980	1 951
Prestations de recherche	990	875
Formation continue	1 253	1 572
Autres prestations de service	598	608
Subventions de fonctionnement Etat	53 760	51 261
Autres subventions	4 400	2 844
Taxe d'apprentissage	129	119
Quote-part de dotation consommable virée au résultat (fondation)	0	0
Autres produits d'exploitation	340	196
Taxes affectées (CVEC)	420	418
Reprise des subventions et de provisions	2 130	2053
Recettes d'exploitation	66 001	61 897
Achats	1 746	1 639
Charges externes	5 260	4 214
Impôts, taxes et virements assimilés	672	627
Frais de personnel et charges sociales	50 793	48 406
Dotations aux amortissements et provisions	3 403	3 377
Autres charges	2 295	1 778
Charges d'exploitation	64 168	60 042
Charges d'intervention	131	295
Résultat d'exploitation	1 701	1 560

Les produits**Les droits d'inscription**

Les droits d'inscription évoluent peu entre 2020 et 2021 le nombre d'étudiants inscrits évoluant dans les mêmes proportions.

Pour rappel, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros** et **3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170** et **243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

Par ailleurs, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés.

Par conséquent, le produit des droits d'inscription doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des « autres charges » qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement. L'impact des exonérations est ainsi comptabilisé en produits de droits d'inscription et en autres charges pour le même montant, soit 1 249 k€.

Les autres prestations

On notera une baisse des produits de la formation continue (-300K€) et des produits de la recherche (-115K€) à rapprocher pour ceux-ci de l'augmentation des produits constatés d'avance et une progression de 91K€ pour le compte Etudes.

La Contribution à la Vie Etudiante et de Campus

Le produit de la CVEC a peu évolué **420 k€**. Le montant par étudiant est de 42 € pour le versement au titre de l'année 2021/2022 (**126 k€**). Il est identique à celui appliqué pour la scolarité 2020/2021 (droit final perçu de **294 k€**)

La taxe d'apprentissage

On notera une très légère hausse des produits de la taxe d'apprentissage (**129 k€** en 2021 contre **119 k€** en 2020). Pour rappel « Loi Avenir professionnel » fixe désormais à 13% le montant de TA pouvant être fléché vers les universités (contre 23% antérieurement).

La subvention pour charges de service public

L'établissement a perçu au titre de l'année 2021 un versement complémentaire de 1 138 k€ au mois de décembre. Somme qui est venue gonfler le résultat de l'exercice puisque qu'à cette échéance, il n'était plus possible d'ouvrir des crédits en dépenses.

Les subventions

On y retrouve les versements du CFA EPURE, le financement de contrats doctoraux, la recherche (ANR), les NCU, les EUR et le cofinancement du Collège de France dans le cadre du programme PAUSE (programme d'accueil de scientifique étranger en exil) entre autres.

Les charges

Les achats non stockés

On note ici une augmentation de 7% qui est liée à la reprise de l'activité de l'établissement mais aussi à la hausse des matières premières. Les fluides (eau, gaz, électricité) représentent 38% des dépenses de ce poste.

Les autres charges externes

Elles augmentent de 30% pour s'établir à 1 963 k€. A elles seules les dépenses d'entretien et réparations représentent 667 k€. On retiendra aussi la souscription d'une assurance dommage construction obligatoire dans le cadre du LAPEC (24 k€) et + 57 k€ dans le cadre des frais de colloque (impact direct de la reprise de l'activité malgré la crise sanitaire) pour un montant final de 64 k€ (56 k€ en 2019).

Autres services extérieurs

Ils augmentent de 20%. Les principaux postes de dépenses sont les frais de gardiennage et de nettoyage en lien avec la crise sanitaire qui a fait peser de nouvelles contraintes sur l'établissement en matière de sécurité mais aussi en matière de nettoyage le fait que l'établissement avait été fermé quelques mois en 2020.

Les charges de personnel

Poste de charges le plus important pour l'établissement, elles augmentent de 5% en lien avec la hausse du nombre d'emplois, et la hausse des heures complémentaires et de vacations.

Les autres charges

Elles augmentent de 17% essentiellement par la hausse des autres charges spécifiques dans lesquelles nous retrouvons des reversements dans le cadre d'appel à projets 23K€, des subventions 120 k€ (LSBB et Cléo au CNRS), des cofinancement de thèses et les aides FSDIE.

On notera une baisse sur les charges d'intervention et notamment les bourses ERASMUS poste sur lequel l'impact de la crise sanitaire est resté prégnant.

Les dotations aux amortissements et provisions

Celles-ci restent stables même si nous avons pu constater que les dépenses d'investissement continuent de progresser.

Résultat financier

En k€	2021	2020	Variation 2021/2020
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	-
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	-
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	- 0
Autres produits financiers	0	1	0
Total produits financiers	0	1	0
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	0
Charges financières diverses	3	3	0
Total charges financières	3	3	0
Résultat Financier	-3	-2	-1

5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

5.1 *Événements postérieurs à la clôture*

Néant

5.2 *Bail emphytéotique*

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRAE, l'INRAE met à disposition, pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique, un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties. Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

5.3 *Engagements hors bilan*

Engagements donnés

A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

Engagements reçus :

Garanties à 1ère demande :

Entreprise DAGARD **(4 k€)**

Entreprise INDIGOT BATIMENT **(8 k€)**

Entreprise LAGARDE **(3 k€)**

Entreprise REFLETS DU SUD **[5 k€)**

Entreprise S.E.T **(8 k€)**

Autres engagements financiers significatifs :

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2021, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fournisseur/Division fourn.	Désignation	Reste à livrer (quantité)
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - HA 2022	140 000,00
577 SOPREMA ENTREPRISES	21012 : ISOL THERM.H. TOITURE TERRASSE	123 866,44
470 CEGAPE	ACQUISITION LOGICIEL WINPAIE RH	77 510,00
6321 RUBIO	21018/11 : REHABILITAT° PC SECURITE	75 649,48
4407 SOCIETE ELECTRIQUE DE TRAVAUX S.	21018/10 : REHABILITAT° PC SECURITE	73 944,00
6183 KPMG EXPERTISE ET CONSEIL	21011 : MAPA	54 000,00
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - STS 2022	50 000,00
6116 SARL PLEIN SENS	ACCOMPAGNEMENT CANDIDATURE PIA4	40 000,00
635 WATERS SAS	ACQUITY UPLC DEVIS 22818970	40 000,00
5000 L'OUVERTURE / LA MAISON DU VOLET	RPLT 8 PORTES ALU	39 469,60
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - AGR 2022	39 000,00
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - CERI 2022	39 000,00
4787 SAS HIMMOG	AMO - RENOV 58IEME RI	38 950,00
5825 CRM FRANCE SUD	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 15 - BRIS SOL	37 239,49
5099 ACTIVE PROLEARN SAS	18003: MISE EN SERVICE D'UN TABLEAU DE B	35 333,33
5220 AVANT PROPOS ARCHITECTES	21016 : MOE RENOV. NRJ + REHABIL BAT	33 601,16
6267 SABLE SYSTEMS EUROPE GMBH	RESPIROMETRE LICOR 850 CO2/H2O ANALYZER	32 380,00
6341 S.A.R.L ETS CERVERO	21018/02 : REHABILITAT° PC SECURITE	28 674,70
3641 SARL CPI	21018/05 : REHABILITAT° PC SECURITE	24 935,76
6300 BGI TECH SOLUTIONS	DNBSEQ Eukaryotic Strand-specific	21 487,50
3601 ENGIE	21021 : ELECTRICITE - PSU 2022	20 000,00
6253 AEROSAT CONSULT & SERVICES FZ L	SONDE TEAM FAST	19 650,00
5795 ISEA	MARCHE 19011 (LAPEC) : LOT 6 - PLOMB/CVC	18 149,96
1128 SARL JEROME LEONARDON ARCHITEC	215 : PC SECURITE	17 000,00
1615 KPMG S.A.	CERTIFICATION LEGALES DES COMPTES 2022	15 950,00
3198 B2C PROJET	INTERVENTIONS 2021-2022	15 432,60
		1 151 224,02

5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2021 selon la répartition suivante :

	2021	2020
Titulaires + CDI	518,1	507,9
CDD	67,7	66,1
Total Emploi ETAT	585,8	574
Emplois sur Ressources propres CDI	5,1	6,3
Emplois sur Ressources propres CDD	120,8	103,03
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	125,9	109,60
TOTAL	711,7	683,6

5.5 *Rapprochement des données comptables et budgétaires*

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.

5.6 *Le tableau des flux de trésorerie*

Le tableau des flux de trésorerie ci-après est destiné à expliquer la variation de trésorerie de l'exercice et à retracer l'origine de cette trésorerie, en la rattachant à différents flux (flux de trésorerie liée à l'activité, aux opérations d'investissement et aux opérations de financement) ; il reprend ainsi toutes les opérations de l'exercice qui se sont traduites par des mouvements de trésorerie, que ces flux soient entrants (encaissements) ou sortants (décaissements). La variation de trésorerie, différence entre la trésorerie d'ouverture et la trésorerie de clôture, est ainsi justifiée et décomposée via le tableau des flux de trésorerie (présentée en page suivante).

Tableau des flux de trésorerie en k€	2021	2020
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Encaissements	65 836	59 330
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	60 963	54 830
Produits AVEC contrepartie directe	4 872	4 500
Décaissements	58 782	55 417
Charges de fonctionnement	58 650	55 122
Dont charges de personnel	51 327	48 661
Dont charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	7 323	6 462
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	131	295
Total (I)	7 054	3 913
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Encaissements	0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles	0	0
Cessions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Décaissements	3 863	2 615
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	58	36
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3 806	2 579
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Total (II)	-3 863	-2 615
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Encaissements	0	1
Dotations en capitaux propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	0
Autres opérations	0	1
Décaissements	0	1
Remboursements d'emprunts	0	0
Autres opérations	0	1
Total (III)	0	438
Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers		
Encaissements	606	1 221
Décaissements	846	665
Total (IV)	-240	555
Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)	2 950	1 853
Trésorerie à l'ouverture	16 662	14 809
Trésorerie à la clôture	19 612	16 662